

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 12/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DUO METAL (ex GOUX)**

795 rue Saint Hilaire  
60150 Coudun

Références : IC-R/0353/24-NEC/SF  
Code AIOT : 0005101087

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement DUO METAL (ex GOUX) implanté 795 rue de Saint Hilaire 60150 Coudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'établissement DUO METAL sis à Coudun relève entre autre de la rubrique IED n°3520.  
L'exploitant a transmis un dossier de réexamen relatif au BREF WI.

Les résultats de l'auto-surveillance et des contrôles inopinés diligentés par la DREAL montrent que le site ne respecte pas les BATEL du Bref WI, les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2011 (article 2) et celles de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux, pour les paramètres CO, COVT et SO<sub>2</sub> associés au four.

Or, selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2011, le site est dans l'obligation de

respecter les valeurs d'émission associées aux MTD tel que détaillé au § 2/ « Rejets atmosphériques issus du four d'incinération ».

L'exploitant a donc déposé une demande de dérogation pour ces trois paramètres.

Selon l'exploitant, les caractéristiques techniques de cette installation – spécifique, puisque conçue pour le retraitement très ciblé d'une seule catégorie de produits : des fûts souillés, métalliques et de volume 200 litres – constituent la principale justification de cette demande de dérogation :

- l'outil est rustique, il pourrait difficilement être reconstruit, en cas de problème grave...;
- la technologie de pilotage a été véritablement améliorée, pour maîtriser le « Brûlage » ;
- les rejets sont globalement maîtrisés, pour éviter tout désordre environnemental.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUO METAL (ex GOUX)
- 795 rue de Saint Hilaire 60150 Coudun
- Code AIOT : 0005101087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Coudun (60) de la société DUO METAL est spécialisé dans le recyclage de fûts métalliques souillés provenant de secteurs d'activité divers.

Les activités du site sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et sont permises par un arrêté préfectoral d'autorisation de 1983, complété entre autres par des arrêtés préfectoraux complémentaires de 1986, 1994, 2011 et 2021.

Le four d'incinération utilisé actuellement date de 1994. Son exploitation a été reprise par la société DUO METAL suite à la liquidation judiciaire en 2007 des établissements GOUX.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/11/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
6	Indisponibilit	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	é des installations de traitement	02/02/1998, article 19		
7	Respect des VLE	AP de Mise en Demeure du 27/11/2023, article 1	Prescriptions complémentaires	6 mois
10	Demande de dérogation aux VLE définies dans les MTD	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-68	Prescriptions complémentaires	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Arrêté Préfectoral du 31/08/1994, article 4	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Levée de mise en demeure
8	Surveillance continue rejets Air	AP de Mise en Demeure du 27/11/2023, article 2	Levée de mise en demeure
9	Cessation définitive d'activité et réhabilitation	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L. 512-21	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des non conformités subsistantes en matière de rejets atmosphériques et l'impossibilité d'accorder une dérogation aux VLE du BREF WI, la DREAL propose au préfet un projet arrêté préfectoral complémentaire :

- laissant un délai de 6 mois pour produire une étude technico-économique visant à déterminer une solution permettant le respect des valeurs limites d'émission ;
- laissant un délai de 4 mois pour produire une étude des risques sanitaires liés aux émissions.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Éléments de contexte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'Inspection des Installations Classées [...] peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures, aux fins de contrôle des [...] émissions atmosphériques [...].
<b>Constats :</b>  <u>Date du CI AIR de l'année 2024 :</u> 29-30/04/2024  <u>Conditions de fonctionnement du site :</u> fonctionnement normal  <u>Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année 2024 :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• la concentration en monoxyde de carbone : 92,2 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 15 mg/Nm<sup>3</sup>. Cette valeur est nettement inférieure à celle du contrôle inopiné de mars 2023 ;</li><li>• la concentration en composés organiques volatils totaux : 8 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 3 mg/Nm<sup>3</sup>. Cette valeur est supérieure à la VLE de 5 mg/Nm<sup>3</sup> mais est inférieure au seuil de VLE de la demi-journée qui est fixé à 10 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li><li>• le débit : 35 500 Nm<sup>3</sup>/h pour une valeur limite de 35 000 Nm<sup>3</sup>/h ;</li><li>• la mention «non interprétable» figurant dans la colonne «conformité du blanc par rapport à la mesure».</li></ul> L'exploitant explique ces dépassements comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- le type de gaz injecté dans les brûleurs a été modifié pour adopter le gaz norvégien et bien que DUO METAL ait validé au plus vite l'investissement /adaptation des brûleurs, ils sont confrontés à de nombreuses difficultés de réglage des brûleurs du fait de la nature du four (d'origine américaine), de l'âge des équipements et des particularités du processus de « brûlage » de fûts pour reconditionnement (four en passage ouvert) ;</li><li>- une combustion insuffisante peut expliquer les variations de CO subies.</li></ul> L'exploitant a effectué une mesure par l'organisme habilité Kali' Air, du 12 au 13 décembre 2023, dans le cadre de ses obligations de contrôle des rejets [cheminée du four de brûlage de fûts]. Le rapport d'analyse référencé CKL23-A682-PR01-V01 du 27/01/2024 conclut que : <ul style="list-style-type: none"><li>- la valeur de CO (13,6 mg/Nm<sup>3</sup>) est inférieure au seuil réglementaire de 15 mg/Nm<sup>3</sup> de la VLE</li></ul>

journalière ;

- la valeur de SO<sub>2</sub> (40,9 mg/Nm<sup>3</sup>) est en dépassement de VLE journalière mais inférieure au seuil réglementaire de 50 mg/Nm<sup>3</sup> pour la VLE semi-horaire.

Pour ce qui concerne le débit, qui a fait l'objet d'une seule mesure à 35 500 Nm<sup>3</sup>/h pour une valeur limite de 35 000 Nm<sup>3</sup>/h, l'exploitant a exprimé sa surprise car le débit d'éjection des gaz a toujours été conforme et le rapport confirme que la vitesse d'éjection est conforme (selon les seuils réglementaires). Cette valeur, jugée NON Conforme, repose sur une seule mesure (en dépassement de 1,4 %) et l'exploitant estime que l'organisme de contrôle aurait pu faire une deuxième mesure pour établir la conformité en fonction de la moyenne.

Pour répondre à l'interrogation : « non interprétable » dans la colonne « conformité du blanc par rapport à la mesure », l'exploitant n'a pas retrouvé cette mention dans le rapport Qualiconsult.

(Se reporter aux PC 5 et 7 pour la suite de ce constat)

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Ouvrages de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

**Thème(s) :** Risques chroniques, Évacuation des rejets

**Prescription contrôlée :**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion

des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

#### **Constats :**

Il n'y a que deux émissaires de rejets traités, l'un servant à la captation des fumées produites par le four de décapage des fûts (élimination des résidus d'anciens produits tels que colles, résines..), et l'autre pour les composés organiques volatils issus la cabine de peinture utilisée pour l'application automatisée de revêtements spéciaux.

Le four dispose d'une cheminée spécifique d'une hauteur de 16 m.

La cabine de peinture dispose de différents points d'aspiration des COV : hotte entrée et sortie du four de cuisson, hotte de phosphatation, filtre mural dans la cabine de projection de peinture, filtre mural dans le local de dégazéification ; filtre mural dans la zone de stockage des peintures. Tous ces points sont canalisés et rejoignent un émissaire unique de rejet. Le traitement est un filtre à charbon actif de 30 m<sup>3</sup>. Ce produit est en location dans le coffre blanc. Les rejets sont ensuite évacués par une cheminée unique de 10 mètres de hauteur par rapport au sol. Une passerelle d'accès a été réalisée pour effectuer les prélèvements.

**Non conformité (faits modérés) :** Le rapport du dernier contrôle inopiné datant du 29/05/2024 (réf. rapport R24-233 Rev.0 - Analyse DUO METAL du 29 et 30/04/2024) indique qu'il n'existe qu'un seul axe de prélèvement ou un seul axe de prélèvement est accessible au niveau de l'émissaire du four.

Par mail du 04/09/2024, l'exploitant a confirmé que la coiffe "chapeau chinois" présente en haut de la cheminée du four serait déposée avant la prochaine campagne de mesure des rejets atmosphériques du site programmées fin octobre, début novembre afin que les résultats de Kali'AIR soient disponibles début décembre 2024.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de mettre en place un deuxième axe de prélèvement au niveau de la cheminée du four ;</li> <li>• de transmettre les justificatifs des travaux de dépose du chapeau chinois présent en haut de la cheminée du four.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>La conduite de la cheminée du four est rectiligne et l'effluent est suffisamment homogène. Le technicien accède à la trappe de prélèvement située à environ 8 mètres d'altitude par une échelle à crinoline. La plateforme de mesures est facilement accessible en montant à l'échelle. Une chaîne en bas de l'échelle vise à en interdire l'accès en temps normal. Sur la plateforme de mesures, une barrière est installée. Le technicien dispose de suffisamment de place pour installer son matériel.</p>



**Observation :** D'après les rapports des derniers contrôles inopinés, le fait de ne disposer que d'une seule trappe normalisée implique une incertitude élevée sur la valeur du débit, mais pas sur les autres résultats.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est recommandé à l'exploitant d'installer une deuxième trappe normalisée, sauf impossibilité technique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats

**Prescription contrôlée :**

I. Lorsque les flux de polluants autorisés dépassent les seuils impliquant des limites en concentration, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature et la fréquence des mesures définissant le programme de surveillance des émissions. Les articles 59 et 60 précisent, pour la plupart des polluants, la nature et la fréquence minimale à imposer selon les flux totaux autorisés (canalisés et diffus). En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis.

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées à l'annexe I a du présent arrêté. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée en accord avec l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent.

III. Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.

IV. Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

V. Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

#### **Constats :**

##### **Constats :**

L'arrêté préfectoral du 15 avril 2011 fixe une fréquence annuelle de contrôle pour le four. L'inspection a consulté trois rapports d'autosurveillance de Kali'Air concernant des mesures des fumées du four réalisées en avril 2022, mars 2023 et décembre 2023.

La société Kali'Air est agréée par le ministre chargé des installations classées par arrêt du JO du 16 décembre 2022. Les analyses pour lesquelles elle n'est pas agréée sont données à la société Eurofins.

Le site est équipé des matériels d'autosurveillance suivants :

- GRAPHITE 52M : analyseur FID de COV certifié QAL 1,
- MIR 9000 : analyseur multi gaz extractif avec mesure sur base sèche certifié QAL 1,
- Sonde optique poussières,
- TIG-R018/220-50/FR/5 EV/version four.

L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance préventive et curative mensuelle avec la société ENVEA :

- durée du contrat : 3 ans,

- durée du contrat : 3 ans,
- 4 visites préventives principales / an (gaz et poussières),
- visites préventives secondaires / an (Mesure amont, débit, dioxines),
- visites dédiées Process/ an,
- visites QAL3/an,
- Contrat à obligation de moyen.

L'autosurveillance programmée porte bien sur tous les paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral et dans l'arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520.

Un enregistreur de mesures en continu a été installé à la demande de l'inspection des installations classées, conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux qui prescrit la mesure en continu pour les paramètres PST, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, NH<sub>3</sub>, CO, O<sub>2</sub>, débit, température, pression et vapeur d'eau.

L'exploitant a admis que les résultats de cet analyseur ne sont pas exploités. En effet le dispositif de mesure en continu a été remis en service fin janvier 2024 mais il ne fonctionne toujours pas de façon nominale. L'exploitant est en litige avec le fournisseur ENVEA.

En guise de preuve, l'exploitant a remis plusieurs rapports de l'enregistreur ENVEA pour les mois de février, juin, juillet et août 2024 :

- le rapport du 27 février 2024 correspond à une intervention sur site de ENVEA et comporte des valeurs mesurées ;
- les rapports de juin et juillet 2024 comportent des mesures, mais démontrent une instabilité ;
- le rapport du 26 août 2024, jour de la reprise après l'arrêt technique, est quant à lui totalement inexploitable.

Une réunion devait se tenir courant septembre 2024 avec le prestataire ENVEA afin de solder le problème.

Par courriel du 4 octobre 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un point d'avancement pour la remise en service du contrôle en continu /Four.

Plusieurs interventions ont eu lieu jusqu'à ce jeudi 03 octobre 2024, afin de résoudre une série de problèmes techniques qui bloquaient la réalisation des mesures en continu :

- changement de plusieurs caftes électroniques (=en défaut) sur la chaîne d'analyse du MIR 9000,
- remise en place du microordinateur (= enregistrement des données /mesures) vérifié dans les ateliers EN VEA-Y - la mesure n'était cependant pas opérationnelle (=électrovanne en défaut, sur le prélèvement en cheminée) et l'installation est restée, à cette date, hors service... ,
- remplacement des cartes électroniques qui étaient défectueuses,
- vérification de la boucle de mesure /opacimètre et passage d'un nouveau câble multibrins, pour que la mesure soit renvoyée sur la baie d'enregistrement ,

- remplacement de la soufflerie de la sonde de poussières
- pour contrer le taux d'humidité trop élevé sur l'analyseur MIR 9000, ajout d'un four  $\text{NH}_3$ ,
- ré-installation du Graphite 52 & complément de formation /resp. Maintenance, afin de mieux utiliser le micro-ordinateur qui mémorise les rapports
- remplacement du four  $\text{NH}_3$  pour le MIR 9000 et de l'assécheur sur Graphite 52...

Au 4 octobre 2024, il s'avère que la société ENVEA a apporté une bonne partie des solutions, notamment pour fiabiliser la chaîne de mesure, sans pour autant résoudre totalement la question des enregistrements.

La chaîne de mesure est, semble-t-il fonctionnelle, mais l'exploitant reste vigilant quant aux rapports générés.

Il s'assure donc, chaque matin, que la colonne de mesure est en fonctionnement et réalise une copie d'écran chaque jour, en fin de matinée, pour attester du fonctionnement réel des instruments effectuant les mesures.

Cependant, tant que la question des rapports n'est pas résolue par les informaticiens ENVEA, il a été décidé d'analyser les résultats des mesures en continu à partir des données enregistrées : par extraction de ces données. l'exploitant est en mesure de reconstituer » l'évolution selon les mesures effectuées pour chacun des jours de fonctionnement du Four.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/11/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions édictées à l'article 25.4.2 de l'arrêté préfectoral en date du 31 août 1994 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

"Les Valeurs Limites d'Émission (VLE), associées aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des rejets atmosphériques issus du four d'incinération définies ci-après sont respectées" :

PARAMÈTRES (les concentrations sont en mg/Nm <sup>3</sup> sauf pour les dioxines)	Mesure ponctuelle	VLE (journée)	VLE (demi-heure)
CO		15	50
Poussières totales		3	10
COT		5	10
		3	10
HF		< 1	< 2
SO <sub>2</sub>		15	50
NOx		100	300
NH <sub>3</sub>	< 10	< 10	5
Cd + Th + leurs composés	0,05		
Hg et ses composés	< 0,05	0,02	0,03

Hg et ses composés	< 0,05	0,02	0,03
Autres métaux lourds Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5		
Dioxynes et furanes	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>		

#### Constats :

##### 2021

Les résultats des analyses réalisées lors du contrôle inopiné du 1<sup>er</sup> juin 2021 sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2011 encadrant le fonctionnement des installations.

##### 2022

Les résultats des analyses réalisées lors du contrôle inopiné du 5 septembre 2022 montrent que pour la chaudière du four incinération : la concentration en SO<sub>2</sub> est de 23,2 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 15 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport annuel de mesure des rejets du four de brûlage réf. KALI'Air n°CKL22/A432/PRO1 du 14 juin 2022. Ce rapport fait état de rejets atmosphériques non conformes pour les paramètres monoxyde de carbone (CO) et dioxyde soufre (SO<sub>2</sub>) pour lesquels la moyenne des 3 essais ne respecte pas la VLE journalière mais respecte la VLE semi-horaire :

- CO : 25,4 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE journalière de 15 mg/m<sup>3</sup> et une VLE 1/2 horaire de 50 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- SO<sub>2</sub> : 35,6 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE de 15 mg/m<sup>3</sup> et une VLE 1/2 horaire de 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

##### 2023

Les résultats des analyses réalisées lors du contrôle inopiné du 14 au 15 mars 2023 montrent que pour la chaudière du four incinération :

- la concentration en monoxyde de carbone est de 203 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de

15 mg/Nm<sup>3</sup> ;

- la concentration en acide chlorhydrique est de 4,82 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 3 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- la concentration en dioxyde de soufre est de 29 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 15 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- la concentration en ammoniac est de 15,07 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite de 10 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport annuel de mesure des rejets du four de brûlage réf. KALI'Air n°CKL23/A487/PRO1 du 12 mai 2023. Ce rapport fait état de rejets atmosphériques non conformes par comparaison aux VLE journalière voire 1/2 horaire pour les paramètres:

- SO<sub>2</sub> : 52,2 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE journalière de 15 mg/m<sup>3</sup> et une VLE 1/2 horaire de 50mg/m<sup>3</sup> ;
- CO : 40,2 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE de 15 mg/m<sup>3</sup> et une VLE 1/2 horaire de 50 mg/Nm<sup>3</sup> (seuil réglementaire journalier) prescrit.

Le rapport réf. CKL23-A682-PR01-V01 du 27 janvier 2024 relatif aux mesures effectuées les 12 et 13 décembre 2023 dans le cadre des obligations de contrôle des rejets [cheminée du four de brûlage de fûts] conclut que :

- la valeur de CO (= 13,6) est inférieure au seuil réglementaire de 15 de la VLE journalière ;
- la valeur de COVt (= 2,5) est inférieure au seuil réglementaire de 5 de la VLE journalière ;
- la valeur de SO<sub>2</sub> (= 40,9) est en dépassement de VLE journalière . . . mais inférieure au seuil réglementaire de 50 pour la VLE semi-horaire.

## 2024

Le rapport du contrôle inopiné réalisé du 29 au 30 juin 2024 met en évidence des dépassements sur uniquement deux composants : le CO et les COV.

L'exploitant explique les dépassements sont récurrents en CO au niveau du rejet du four par plusieurs raisons :

- le passage du gaz B au gaz H et l'intervention suite à ce changement de combustible : modification de la panoplie gaz du brûleur (ajout d'une électrovanne supplémentaire pour avoir une double obturation sur chaque brûleur et ajout d'un régulateur de pression pour régler la pression indépendamment sur chaque brûleur : réglages des brûleurs à 15 mbar en air et 2,5 mbar en gaz) ;
- le fait que de nombreux brûleurs ne tiennent pas : problème sur la boucle d'ionisation mais indépendant du remplacement des panoplies ;
- la difficulté de réguler l'utilisation de la vapeur malgré la mise en place d'une nouvelle chaudière Babcock en avril 2022 et donc de l'installation d'une post-combustion et d'une production de vapeur à partir des fumées de four de brûlage des fûts, réinjectée en entrée de four, créant un rideau "anti-pollution" de vapeur aux deux extrémités du tunnel (mise en sécurité de la chaudière vers 15 h induisant un trou de 20 minutes environ) ;
- le problème de l'entrée d'air dans le process car l'installation est un four de passage ouvert ;
- un certain manque de rigueur de la part des opérateurs lors de la conduite de la ligne.

L'installation de traitement des rejets du four est composée d'un filtre à manches classique pour réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières, de métaux et de métalloïdes, associé à l'utilisation d'absorbant (bicarbonate de soude + charbon actif) dans le foyer pour réduire les émissions atmosphériques canalisées de HCl, HF et SO<sub>2</sub>.

Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de composés organiques, y compris de PCDD/PCDF et de PCF résultant de l'incinération des déchets, tous les fûts retraités voués au brûlage sont vidés. Le ramonage de l'échangeur est réalisé toutes les 6 semaines.

A la demande de l'inspection et afin de se mettre en conformité avec la réglementation, l'exploitant a installé un système de traitement conséquent des Composés Organiques Volatils (COV). A noter que les activités d'application de peintures, génératrices de COV, font partie du processus de réhabilitation des fûts. Cette installation est composée de différents points d'aspiration des COV : hotte entrée et sortie du four de cuisson, hotte de phosphatation, filtre mural dans la cabine de projection de peinture, filtre mural dans le local de dégazéification ; filtre mural dans la zone de stockage des peintures.

Le traitement est un filtre à charbon actif de 30 m<sup>3</sup>. Ce produit est en location dans le coffre blanc. Les rejets sont ensuite évacués par une cheminée unique de 10 mètres de hauteur par rapport au sol. Une passerelle d'accès a été réalisée pour effectuer les prélèvements.

**Non-conformité (fait significatif) : L'exploitant ne respecte pas les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2011, notamment pour les paramètres CO, SO<sub>2</sub> et COVT.**

Cette non-conformité fait déjà d'une mise en demeure signée le 27 novembre 2023. Voir ci-après.

(Se reporter au PC 7 pour la suite de ce constat)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection les documents suivants :

- nouvelles consignes aux salariés pour le brûlage des fûts dans le four et l'utilisation de la cabine de peinture ;
- plan d'action associé à la chaudière pour garantir le rideau d'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois



**N° 6 : Indisponibilité des installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.
<b>Constats :</b>  Toutes les émissions gazeuses dégagées lors du brûlage sont canalisées par une centrale d'aspiration, depuis le four vers un échangeur thermique - pour capter les calories et réduire la température des fumées - puis elles sont rejetées dans le filtre à manches.  Un opérateur maintenance a été recruté il y a peu. Les installations de traitement des rejets atmosphériques font l'objet d'une maintenance régulière : contrôle approfondi des filtres à manches, tests de détection des fuites avec poudre fluorescente, et remplacement des manches filtrantes + inspections, entretiens et réparations régulières pour prévenir des problèmes tels que la chute de pression, les fuites et la contamination.  Une aspiration, pilotée, permet de canaliser les rejets de la cabine de peinture et permet de les obliger à traverser un conteneur de charbon actif. L'air rejeté est épuré des micro-particules nocives pour la santé de l'utilisateur et pour l'environnement et sans odeurs, notamment de solvant. Une fois saturé, le charbon actif doit être renouvelé. Cette opération peut être réalisée simplement et rapidement par un opérateur.  <b>Observation :</b> un effort de traçabilité est à faire.  <b>Non-conformité (faits modérés) :</b> l'exploitant ne dispose pas de procédures relatives aux dysfonctionnements/arrêts imprévus des installations de traitement des rejets du four et de la cabine de peinture. Ces derniers sont à formaliser.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de tracer toutes les opérations de maintenance effectuées sur les installations de traitement des rejets atmosphériques.

Il est demandé à l'exploitant de rédiger des procédures relatives aux dysfonctionnements/arrêts imprévus des installations de traitement des rejets du four et de la cabine de peinture, de les communiquer au personnel (justificatif à fournir) et de les transmettre à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Respect des VLE**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 27/11/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE air

**Prescription contrôlée :**

La société DUO METAL, exploitant une installation de recyclage de fûts métalliques, située au 795 rue Saint-Hilaire à Coudun (60150), est mise en demeure, pour son four d'incinération de respecter les valeurs limites d'émission prescrites à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2011 :

- CO : 15 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 50 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- Poussières : 3 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 10 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- COT : 5 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 10 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- HCL : 3 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 10 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- HF : < 1 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, < 2 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- SO<sub>2</sub> : 15 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 50 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- NOx : 100 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 300 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- NH<sub>3</sub> : < 10 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 5 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- Hg : 0,02 mg/Nm<sup>3</sup> sur une journée, 0,03 mg/Nm<sup>3</sup> sur une demi-heure
- Cd + Th : < 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> en ponctuel
- Autres métaux lourds : 0,5 mg/Nm<sup>3</sup> en ponctuel
- Dioxines et furanes : 0,1 ng/Nm<sup>3</sup> en ponctuel

**Constats :**

**Non-conformité (fait significatif) :** l'exploitant ne respecte pas les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 15/04/2011 qui est plus contraignant en terme de valeur limite que l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets

dangereux qui s'applique également au four de DUO METAL. Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 27/11/2023 ne sont pas respectées.

D'une manière générale, les différentes investigations et investissements réalisés par la société DUO METAL depuis quatre ans montrent sa volonté d'effectuer la mise en conformité demandée.

Toutefois il est constaté que le non-respect de la mise en demeure perdure, malgré les efforts et travaux réalisés sur le site. Il s'agit d'un délit dont Monsieur le Substitut du Procureur de la République à Compiègne est informé en application de l'article 40 du code de procédure pénale.

Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant a formulé une demande de dérogation dans le cadre de la mise en conformité avec le BREF WI, au titre de la rubrique IED n° 3520 (voir dernier point de contrôle).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Face à l'absence de solution technique avancée par l'exploitant, la suite administrative qui pourrait être proposée est la suspension d'activité du four, qui condamnerait l'entreprise à la fermeture. La DREAL propose, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, de laisser un ultime délai à l'exploitant pour qu'il réalise sous 6 mois une étude technico-économique proposant une solution permettant de respecter les valeurs limites d'émission, et sous 4 mois une étude des risques sanitaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Surveillance continue rejets Air**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 27/11/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance air

**Prescription contrôlée :**

La société DUO METAL, exploitant une installation de recyclage de fûts métalliques, située au 795 rue Saint-Hilaire à Coudun (60150), est mise en demeure, pour son four d'incinération :

- de mettre en place la surveillance continue des rejets atmosphériques prescrite à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié et à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets

dangereux.

**Constats :**

Un enregistreur de mesures en continu a été installé à la demande de l'inspection des installations classées, conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux qui prescrit la mesure en continu pour les paramètres PST, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, NH<sub>3</sub>, CO, O<sub>2</sub>, débit, température, pression et vapeur d'eau.

Cf. constat n°4 ci-avant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 9 : Cessation définitive d'activité et réhabilitation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/12/2020, article L. 512-21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

I. - Lors de la mise à l'arrêt définitif d'une installation classée pour la protection de l'environnement ou postérieurement à cette dernière, un tiers intéressé peut demander au représentant de l'État dans le département de se substituer à l'exploitant, avec son accord, pour réaliser les travaux de réhabilitation en fonction de l'usage que ce tiers envisage pour le terrain concerné.

II. - Lorsque l'usage ou les usages envisagés par le tiers demandeur sont d'une autre nature que ceux définis, selon le cas, en application des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 ou L. 512-12-1, le tiers demandeur recueille l'accord du dernier exploitant, du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, du propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.

III. - Le tiers demandeur adresse au représentant de l'État dans le département un mémoire de réhabilitation définissant les mesures permettant d'assurer la compatibilité entre l'usage futur envisagé et l'état des sols.

IV. - Le représentant de l'État dans le département se prononce sur l'usage proposé dans le cas mentionné au II et peut prescrire au tiers demandeur les mesures de réhabilitation nécessaires pour l'usage envisagé.

V. - Le tiers demandeur doit disposer de capacités techniques suffisantes et de garanties financières couvrant la réalisation des travaux de réhabilitation définis au IV pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et l'usage défini.

Toute modification substantielle des mesures prévues dans le mémoire de réhabilitation rendant nécessaires des travaux de réhabilitation supplémentaires pour assurer la compatibilité entre

l'état des sols et le nouvel usage envisagé peut faire l'objet d'une réévaluation du montant des garanties financières.

Lorsqu'un autre tiers intéressé souhaite se substituer au tiers demandeur, avec l'accord de celui-ci et de l'exploitant, il adresse une demande au représentant de l'État dans le département. Le représentant de l'État dans le département s'assure que l'usage prévu est identique à celui sur lequel il s'est prononcé. Si tel est le cas, seule la vérification des conditions prévues au présent V est effectuée, sans nouvelle application des II à IV, en vue de prendre une nouvelle décision.

VI. - Les arrêtés préfectoraux prévus au présent article peuvent faire l'objet des mesures de police prévues au chapitre Ier du titre VII du livre Ier.

VII. - En cas de défaillance du tiers demandeur et de l'impossibilité de mettre en œuvre les garanties financières mentionnées au V, le dernier exploitant met en œuvre les mesures de réhabilitation pour l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1.

VIII. - Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent article. Il prévoit, notamment, les modalités de substitution du tiers et le formalisme de l'accord de l'exploitant ou du propriétaire.

#### **Constats :**

La société BURGEAP intervient pour le compte du Conseil Régional des Hauts de France qui est le propriétaire du terrain exploité actuellement par la société DUO METAL sur la commune de Coudun.

- Superficie totale : 5 ha environ,
- Parcelles cadastrales : 1256, 1258, 1259, 1267, 1376 et de la section OC,
- propriétaire : Conseil Régional des Hauts de France,
- Exploitant et usage actuel : Duo Métal (recyclage des fûts métalliques),
- Environnement proche : principalement résidentiel et agricole,
- Historique du site : 1885 - 1969 : ancienne sucrerie ; 1969 - 2007 : Établissements GOUX - recyclage de fûts métalliques ; 2009 - aujourd'hui : DUO METAL - recyclage de fûts métalliques,
- Installation ICPE et régime : arrêté préfectoral d'autorisation de la société GOUX, en date du 31/08/1994, relatif à l'exploitation d'un four + réceptionné de déclaration de changement d'exploitant au nom de la société DUO METAL en date du 03/06/2009,
- Situation administrative : établissement soumis à autorisation pour la rubrique 2770 (Installation de traitement thermique de déchets dangereux).

GINGER BURGEAP a été missionné pour la réalisation d'un diagnostic complémentaire du milieu souterrain ainsi qu'un plan de gestion afin de préciser les coûts de réhabilitation de ce site industriel localisé au 795 rue Saint-Hilaire à COUDUN (60) (rapport réf : CSSPNO211919 / RSSPNO12679-01MOT / HEH / INH du 26/10/2021).

Les études antérieures étant anciennes pour la majorité des investigations sur les sols et gaz du sol (2014) et les mesures de gestion ayant été évaluées pour un usage industriel, il s'est avéré nécessaire de vérifier l'extension des zones de pollution concentrée en vue de mettre à jour le plan de gestion suivant le projet d'aménagement porté par la Région : usage tertiaire (bureaux administratifs dans les bâtiments existants et aménagement des voiries et parkings extérieurs sur la partie sud du site), avec maintien de l'activité industrielle (nettoyage, traitement, recyclage de fûts métalliques usagés et pollués) sur le reste du site, avec possiblement l'achat du terrain par le groupe DUO.

La DREAL des Hauts de France a également souhaité que de nouvelles investigations soient menées sur l'air ambiant des maisons en aval du site afin de confirmer ou non la présence de benzène mesuré au droit de deux points de prélèvements.

Dans cette optique, GINGER BURGEAP a été missionnée pour la réalisation des prestations suivantes :

- investigations complémentaires sur les sols, eaux souterraines, gaz des sols, air sous dalle des bâtiments et air ambiant hors site ;
- définition des zones concentrées de pollution et des seuils de coupure et mise à jour du plan de gestion (avec analyse des risques résiduels) pour un usage tertiaire et industriel.

Le rapport remis présente les résultats des investigations complémentaires. La mise à jour du plan de gestion fera l'objet d'un rapport distinct.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de reprendre contact avec la cellule sites et sols pollués de la DREAL Hauts-de-France afin de faire un point sur la procédure SSP en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Demande de dérogation aux VLE définies dans les MTD**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/05/2017, article R. 515-68

**Thème(s) :** Risques chroniques, BREF

**Prescription contrôlée :**

I.- Sans préjudice des articles R. 181-43 et R. 181-54 et par dérogation aux dispositions de l'article

R. 515-67, les valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 peuvent, sur demande de l'exploitant, excéder, dans des conditions d'exploitation normales, les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles s'il justifie dans une évaluation que l'application des dispositions de l'article R. 515-67 entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :

a) de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ;

ou

b) des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Le préfet précise, dans l'arrêté d'autorisation :

- les raisons ayant conduit à l'application de ce I, y compris son appréciation sur le résultat de l'évaluation quant au caractère disproportionné du surcoût au regard des bénéfices attendus pour l'environnement ;

- la justification des prescriptions imposées à l'exploitant.

L'application de ces dispositions donne lieu à une réévaluation lors de chaque réexamen.

II.- L'évaluation prévue au I compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions de l'article R. 515-67 aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b du I.

III.- Le préfet sollicite l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions dont il envisage d'assortir l'autorisation ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande de dérogation. Il en informe le pétitionnaire au moins huit jours avant la réunion du conseil, lui indique la date et le lieu de cette réunion, lui transmet le projet qui fait l'objet de la demande d'avis et l'informe de la faculté qui lui est offerte d'être entendu ou de se faire représenter lors de cette réunion du conseil.

\*\*\*\*\*

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2019/... DE LA COMMISSION du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil

Les niveaux d'émission dans l'air associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) qui sont indiqués dans les présentes conclusions sur les MTD désignent des concentrations exprimées en masse de substance émise par volume d'effluents gazeux ou d'air extrait, dans les conditions standard suivantes :

- gaz sec à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa ;

- concentration exprimée en mg/Nm<sup>3</sup>, g/Nm<sup>3</sup>, ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> ou ng OMS-TEQ/Nm<sup>3</sup>.

#### NEA-MTD :

- CO : 10 - 50 mg /Nm<sup>3</sup>
- COVT : < 3 - 10 mg /Nm<sup>3</sup>
- SO<sub>2</sub> : 5 - 40 mg /Nm<sup>3</sup>

#### Constats :

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement, la société DUO METAL a déposé une demande de dérogation pour les trois composants pour lesquels elle ne respecte pas les valeurs limites d'émission: le CO, les COVT et le SO<sub>2</sub>.

Selon l'exploitant, les caractéristiques techniques de cette installation – spécifique, puisque conçue pour le retraitement très ciblé d'une seule catégorie de produits : des fûts souillés, métalliques et de volume 200 litres – constituent la principale justification de cette demande de dérogation :

- l'outil est rustique, il pourrait difficilement être reconstruit, en cas de problème grave...;
- la technologie de pilotage a été véritablement améliorée, pour maîtriser le « Brûlage » ;
- les rejets sont globalement maîtrisés, pour éviter tout désordre environnemental.

Il convient tout d'abord de noter que l'activité du site est bien soumise au BREF WI :

1. l'activité du site relève du traitement de déchets

Par définition du L. 541-1-1 du Code de l'environnement un déchet est "toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser".

-> Un fût métallique souillé est un déchet au même titre qu'un pot de peinture vide dès lors que le détenteur s'en défait.

-> Le déchet n'est pas uniquement le contenu mais également le contenant.

L'exploitant lui-même considère qu'il traite des déchets :

cf. code NAF déclaré par l'exploitant : 3832 Z - collecte, traitement et élimination des déchets, récupération.

De plus, les codes déchets utilisés par les détenteurs pour expédition chez DUO METAL utilise le code 15 01 10\* -> emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus



-> Clairement, l'exploitant déclare traiter des déchets.

2. Le déchet est traité thermiquement (= soumis à la rubrique 2770 "Installation de traitement thermique de déchets dangereux").

Par application de la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets par la DGPR, les installations de traitement thermique sont les installations où les déchets sont portés à une température supérieure à 180 °C.

Les fûts de DUO METAL passent sur les brûleurs à une température autour de 600°C.

->Le déchet est bien traité thermiquement.

3. Le déchet est incinéré (= soumis à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002).

Par définition issue de l'arrêté ministériel du 20/09/2002,est considérée comme une installation d'incinération : "tout équipement ou unité technique fixe ou mobile destiné spécifiquement au traitement thermique de déchets, avec ou sans récupération de la chaleur produite par la combustion. Le traitement thermique comprend l'incinération par oxydation ou tout autre procédé de traitement thermique, tel que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmatique".

Le procédé de traitement thermique utilisé par DUO METAL est le décapage thermique

-> Le déchet est bien incinéré

4. Le déchet est incinéré avec un tonnage supérieur à 10 tonnes/jour (= soumis à la rubrique 3520-b).

Le dossier de réexamen indique que le site est soumis à la rubrique 3520-b avec un capacité journalière de 25,9 tonnes/jour de déchets dangereux.

-> L'activité du site relève bien de la rubrique 3520-b.

Sur la base des spécificités de son site, la société DUO METAL demande des VLE révisées:

- CO < 300 mg/Nm<sup>3</sup> - COVT < 30 mg/Nm<sup>3</sup> - SO<sub>2</sub> < 60 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les nouvelles valeurs sollicitées sont en fait les arrondis des concentrations maximales mesurées en 2018, 2019 et 2020 lors des contrôles atmosphériques (inopinés ou non).

Selon la société DUO METAL, le four de brûlage, installation concernée par la demande de dérogation, est l'outil d'entrée du processus de retraitement des fûts souillés et, par conséquent,

s'il devait «dysfonctionner», c'est toute l'usine qui serait impactée. L'équilibre économique du site – aujourd'hui plutôt fragile - serait compromis en cas d'arrêt du four.

L'exploitant justifie également sa demande de dérogation par le fait que la dernière étude des risques sanitaires réalisée en mars 2021 conclut que l'impact sanitaire des émissions atmosphériques du four et de la cabine de peinture peut être considéré comme non significatif en termes d'effets à seuil et d'effets sans seuil à l'encontre des populations environnantes.

Il est à noter que si la dérogation venait à être appliquée par rapport aux VLE de l'Arrêté ministériel de 2021, les valeurs limites de l'arrêté ministériel de 2002 s'appliqueraient également, qui sont plus strictes que celles demandées par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de produire une étude des risques sanitaires liés aux émissions, en tenant compte des observations émises par l'ARS dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen :

*"L'exploitant souhaite passer de 50 mg/m<sup>3</sup> à 300 mg/m<sup>3</sup> pour le monoxyde de carbone, de 10 mg/m<sup>3</sup> à 30 mg/m<sup>3</sup> pour les composés organiques volatils totaux et de 30 mg/m<sup>3</sup> à 60 mg/m<sup>3</sup> pour le dioxyde de soufre.*

*Des habitations se trouvent à 40 mètres.*

*D'après le guide de demande de dérogation établi par le ministère de la transition écologique et solidaire en 2017 ainsi que l'article R. 151-68 du Code de l'environnement, l'obtention d'une dérogation ne doit pas conduire à une dégradation du milieu environnant incompatible avec les usages. Or aucune interprétation de l'état des milieux (IEM) n'a été fournie pour démontrer que l'exploitation actuelle ne dégrade pas l'environnement et la santé des riverains. Des mesures dans l'environnement sont donc attendues aux points les plus impactés par les rejets.*

*Le pétitionnaire est invité à se reporter au guide INERIS de 2021 « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » pour réaliser une IEM conforme.*

*En outre, le guide de demande de dérogation rappelle bien que l'obtention d'une dérogation ne dispense pas l'exploitant de mettre en œuvre des techniques de prévention et/ou de réduction des émissions pour se rapprocher au mieux des NEA-MTD.*

*Des informations doivent être fournies quant aux perspectives d'amélioration et la durée actuellement prévue avant amélioration ou mise en conformité".*

Pour le dernier point, il est également demandé à l'exploitant de produire une Etude technico économique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 4 mois